

Juste Terre!

mensuel n° 199 | avril 2023



© Dominique Servais

Cette honte qui ne devrait pas être la nôtre

Elle ne devrait pas être la nôtre, cette honte. De vivre dans un pays condamné à 8000 reprises par ses tribunaux et par la Cour européenne des Droits de l'Homme pour non-respect de la loi et de ses obligations en termes d'accueil sans que cela n'éveille un soupçon de révolte parmi la grande majorité de ses dirigeant-es et de ses citoyen-nés.

Elle ne devrait pas être la nôtre, cette honte. De voir des centaines de personnes demandeuses d'asile chassées quatre fois en un mois de leur abri d'infortune, contraintes de se loger dans des tentes le long d'un canal, dans des squats ou dans un futur centre de crise dont elles seront délogées aussi sec.

Elle ne devrait pas être la nôtre, cette honte. De regarder la capitale de l'Union européenne traiter des gens avec moins

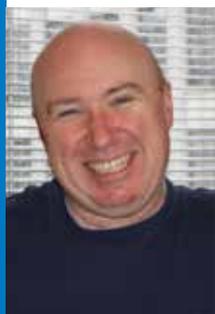
d'égard que dans un camp de personnes réfugiées de Grèce ou d'Ouganda, comme une mise en abyme de la façon dont cette même UE renforce encore et toujours sa posture de forteresse, de toute façon vouée à l'échec.

Elle ne devrait pas être la nôtre, cette honte. D'entendre un gouvernement annoncer triomphalement un accord sur une « crise de l'accueil » qui n'a jamais cessé et ne cessera pas plus de 24 heures mais qui cache juste son incapacité à définir la moindre vision d'une politique migratoire cohérente.

Cette honte qui nous habite ne devrait pas être la nôtre. Mais puisque celles et ceux qui en ont la charge ne l'éprouvent pas, nous ne pouvons nous empêcher de lui substituer la nôtre pour conserver un peu d'humanité.

Édito

© Jean-François Lauwens
chargé de communication





« Le commerce international favorise l'accaparement des terres »

⊕ Jean-François Lauwens, chargé de communication



Avec en ligne de mire ces traités de commerce internationaux qui, comme le TCE ou l'accord UE-Mercosur, nuisent au climat, à la santé, à l'environnement et aux droits humains, le service politique d'Entraide et Fraternité ne ménage pas ses efforts en termes de plaidoyer. Son responsable, Renaud Vivien, dresse les priorités d'action du moment.

Comment s'effectue le choix des thèmes sur lesquels travaille le service politique ?

« Nous nous inscrivons dans le cadre stratégique à cinq ans d'Entraide et Fraternité. Nous avons choisi de travailler sur l'accès aux ressources, en priorisant l'accès à la terre. Nous voulons montrer les obstacles à l'accès à la terre. Parmi ces obstacles, il y a le commerce international tel qu'il fonctionne aujourd'hui, sans devoir de vigilance des entreprises, qui favorise l'accaparement des terres. Tout ce qui est considéré comme un obstacle au commerce est proscrit par les accords de libre-échange. Pour que l'agroécologie soit une vraie alternative, il faut s'attaquer au cadre global. »

Travailler sur les traités qui lient l'Europe, la Belgique, c'est aussi le levier que l'on a en tant qu'ONG ou que citoyen et citoyenne belge ?

« Exactement. Nous n'expliquons pas aux partenaires des pays du Sud comment faire de l'agroécologie mais nous nous attaquons, au départ du Nord, à ce qui empêche les populations de définir leur politique alimentaire. On peut donc espérer faire levier sur les pouvoirs publics qui doivent ratifier ces accords de libre-échange comme l'accord UE-Mercosur ou dénoncer les entreprises belges qui sont impliquées dans des accaparements de terres dans ces pays. Et puis, on souligne aussi les conséquences négatives de ces accords pour nos agriculteurs et agricultrices à nous. Idem, par exemple, avec la campagne 'Stop pesticides' à laquelle nous avons participé mais en la déclinant au travers du prisme des échanges internationaux et en dénonçant leur usage dans le cadre de l'accord UE-Mercosur (lire page 4). »

Qu'un traité comme le TCE (Traité sur la Charte de l'énergie) doive être ratifié par les 27 États de l'UE et toutes les entités fédérées belges, n'est-ce pas décourageant quand on veut s'y opposer ?

« Non, justement, car c'est la démonstration que notre démocratie a toujours son mot à dire sur ces accords de commerce malgré les tentatives de la Commission européenne de contourner la ratification des traités par les Parlements nationaux. C'est plutôt positif et cela permet de bloquer (partiellement) un texte si l'on convainc un seul de nos Parlements de la nocivité de l'accord. Avec d'autres ONG, nous avons ainsi appelé récemment le Parlement bruxellois à ne pas ratifier l'accord commercial entre l'Union européenne et la Colombie, le Pérou et l'Équateur. Dans le cas du TCE, on voit une ouverture assez importante. Il y a un effet domino européen : sept États membres se sont prononcés pour une sortie du TCE, suivis par le Parlement et la Commission.

C'est notre travail de plaider, avec notamment le CNCD-11.11.11, qui a convaincu plusieurs députés et députées mais aussi les gouvernements wallon et bruxellois que la version revue du TCE n'était pas satisfaisante et qu'il fallait sortir de ce Traité. Pour l'instant, les libéraux bloquent : ils sont dans un déni de réalité alors que, dans tous les cas de figure proposés aujourd'hui par la Commission européenne, la sortie est inévitable. »

Quid de l'accord UE-Mercosur au premier plan de de la campagne Brésil?

« C'est notre grande priorité : cet accord risque d'être signé en juillet lors d'un sommet euro-sud-américain. Il y a un déni démocratique : par exemple, le CETA (ndlr : accord avec le Canada), qui n'a pas été ratifié par tous les pays, s'impose tout de même de manière provisoire aux pays qui ne l'ont pas encore ratifié.

Nous mettons en avant auprès du MR la concurrence déloyale pour les agriculteurs et agricultrices belges. Les pays du Mercosur n'ont pas les mêmes normes sociales, environnementales, sanitaires qu'en Europe : ils produisent à moindre coût des produits de moins bonne qualité, traités avec des hormones ou des pesticides. C'est incohérent d'imposer des normes à nos agriculteurs et agricultrices pour favoriser la concurrence de produits qui n'y répondent pas. Enfin, cet accord accélère la déforestation et donc le réchauffement climatique : il favorise le commerce mais ni l'environnement ni les droits humains. »

Parmi les obstacles sur lesquels vous travaillez, il y a aussi la question de la dette des pays du Sud...

« La dette empêche ces pays de mener des politiques sociales. On l'a montré dans l'ouvrage

Économies du Sud : toujours sous conditions néolibérales? publié l'an passé avec le Centre tricontinental : les conditions du FMI (Fonds monétaire international) et de la Banque mondiale vont à l'encontre de la souveraineté alimentaire. Ces institutions préconisent des déréglementations, des suppressions de subventions pour des produits alimentaires de première nécessité... Nous sommes fiers d'annoncer qu'Entraide et Fraternité a corédigé une proposition de loi PS pour faire en sorte que le secteur privé financier participe à l'allègement de la dette des pays du Sud. Jusqu'ici, seuls les États allègent les dettes, pas les banques. Plusieurs banques belges ont prêté de l'argent à des pays surendettés et à des taux excessifs. Nous travaillons à élargir le nombre de partis susceptibles de soutenir ce texte. »

À quand le devoir de vigilance?

« Il faut une loi belge sur le devoir de vigilance des entreprises », dit Renaud Vivien. Entraide et Fraternité l'a rappelé au travers des cas des entreprises belges SIAT (caoutchouc et huile de palme en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Nigeria) et Plantation et huileries du Congo (PHC)/Feronia (huile de palme en RD Congo) accusées de violations des droits humains et d'accaparements de terres.

Suite à un communiqué publié en juin 2022 par 30 organisations internationales, Feronia a menacé les deux signataires belges, Entraide et Fraternité et FIAN Belgium, d'une plainte en diffamation. Après examen des arguments de PHC, les deux associations ont décidé de ne pas se laisser intimider : elles ont confirmé en mars leur position commune mettant en cause les agissements de l'entreprise PHC (Plantations

et huileries du Congo) et leurs impacts sur les droits humains des communautés locales.

L'outil d'investissement de l'État belge, la banque BIO, s'est désengagée de PHC alors que nous avons aussi dénoncé le financement par BIO de Tozzi Green, accusée d'accaparements de terres à Madagascar. Le contrat de gestion liant BIO à l'État est en cours de renégociation et les plus récents ministres de la Coopération ont fait part de leur désaccord avec la vision de BIO.



« Interdits ici. Exportés là-bas. Mortels partout »

⊕ Jean-François Lauwens, chargé de communication



Nombre de pays du Sud utilisent des produits interdits en Europe.

Avec SOS Faim, FIAN, Viva Salud, Îles de Paix et Broederlijk Delen, Entraide et Fraternité a publié sous le slogan *Interdits ici. Exportés là-bas. Mortels partout* un rapport accablant dans le cadre de la campagne *Stop pesticides* : depuis 10 ans, la Belgique a exporté plus de 5000 tonnes de produits toxiques et est le premier exportateur européen de néonicotinoïdes interdits.

La campagne de Carême 2023 nous l'a rappelé : si l'agrobusiness détruit la petite agriculture brésilienne et est nocif pour le climat, il l'est aussi pour la santé. Notamment en raison de l'usage de pesticides. Sous la présidence de Bolsonaro, plusieurs centaines de pesticides ont été libéralisés à la vente, mais cela s'est encore produit tout récemment, sous Lula. Une immense partie de ces pesticides sont toxiques et dangereux. Tellement que,

même s'ils sont produits au sein de pays de l'Union européenne, l'usage de 207 d'entre eux est tout simplement banni dans nos pays. Ce qui n'empêche pas les consommateurs et consommatrices européens d'en être potentiellement victimes puisqu'une partie importante des exportations de bétail, de soja ou de céréales brésiliens est destinée à l'Europe : 74 pesticides dangereux et interdits dans l'UE ont été retrouvés dans nos fruits et légumes. L'impact

dans un pays comme le Brésil, siège d'une part importante de la biodiversité mondiale, est alarmant pour l'ensemble de la planète et met à terme en péril la capacité de production alimentaire au niveau mondial.

L'enquête *Public Eye-Unearthed* (Greenpeace UK) montre qu'en 2018, les pays de l'UE ont approuvé l'exportation de 81.615 tonnes de pesticides contenant des substances bannies sur leur propre sol en raison de risques inacceptables pour la santé ou l'environnement. Le Royaume-Uni (sorti de l'UE depuis), l'Italie, les Pays-Bas, l'Allemagne, la France, la Belgique et l'Espagne couvraient plus de 90 % des volumes.

Comme le résume le rapport, ce commerce de substances actives toxiques fragilise la sécurité alimentaire et les capacités de résilience des systèmes alimentaires. Il renforce une concurrence déloyale entre agriculteurs et agricultrices et contribue à faire perdurer un modèle agricole basé sur les énergies fossiles, lequel perpétue une dépendance à un modèle d'agriculture de rente. Ce commerce est aussi contraire aux engagements internationaux de la Belgique et de l'Union européenne.

Aux Philippines, où Entraide et Fraternité soutient

également des projets d'agroécologie, le carbendazime produit à Liège est vendu en accès libre sur internet et dans des magasins spécialisés. En 2018, Arysta en exportait 15 tonnes vers les Philippines, soit 30.000 litres de produit fini (Goldazim...). Le carbendazime entraîne des anomalies génétiques et nuit à la fertilité.

Plusieurs instruments juridiques imposent pourtant des obligations aux États étant donné l'énorme impact des pesticides sur la jouissance de

plusieurs droits fondamentaux, en particulier les droits à la vie, à l'alimentation et à la nutrition, à la santé, à un environnement sain, les droits du travail, des groupes spécifiques particulièrement à risque, rappelle FIAN Belgium.

Les ONG parties au rapport demandent à la Belgique

d'adopter une mesure permettant l'interdiction de l'exportation, applicable à l'ensemble des pays tiers, des substances actives interdites. Et à l'Europe d'élaborer pour l'année 2023 une stratégie en matière de produits chimiques contenant une mesure d'arrêt de l'exportation de substances actives interdites.

En savoir plus?

Lisez le rapport sur les pesticides exportés par la Belgique : stop-pesticides.be/

Et la note sur les violations des droits humains : fian.be/Pesticides-et-Droits-humains

Exportations depuis l'Europe de pesticides interdits dans l'UE (2018)

Pays exportateurs

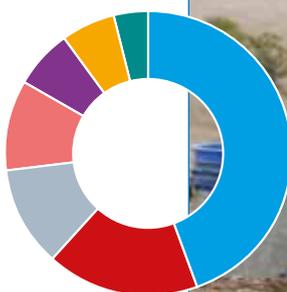
Grande-Bretagne*	32.000 tonnes
Italie	9.500 tonnes
Allemagne	8.000 tonnes
Pays-Bas	8.000 tonnes
France	7.700 tonnes
Espagne	5.400 tonnes
Belgique	5.000 tonnes

*désormais hors UE

Pays importateurs

États-Unis	26.000 tonnes
Brésil	10.000 tonnes
Japon	6.700 tonnes
Ukraine	6.000 tonnes
Maroc	3.900 tonnes
Mexique	3.500 tonnes
Malaisie	2.200 tonnes

Source : Unearthed-Greenpeace /Public Eye.



Les pesticides menacent la santé de ceux et celles qui les utilisent ... et les consomment.



Une crise de l'accueil? Un déni de l'accueil!

⊕ Jean-François Lauwens, chargé de communication

Début mars, le gouvernement belge annonçait un « grand » accord migratoire... d'une portée limitée. Tels des saxifrages¹, des citoyens, des citoyennes et des associations continuent de s'accrocher à l'idée que la justice sociale commence par l'accueil de l'autre. Une étude d'Action Vivre Ensemble leur rend hommage.

De la même façon que les autorités continuent à traiter la pauvreté chez nous par des mesures ponctuelles plutôt que par une vision structurelle, les « crises de l'accueil » se succèdent depuis 2015 sans qu'en fait, elles... ne s'achèvent jamais. Pas plus dans un cas que dans l'autre, le monde politique ne semble désireux de s'attaquer aux causes de ces flux migratoires. « *Strictement rien ne change. En 2015, rien n'était prévu pour l'accueil; en 2023, non plus. Il n'y a aucune volonté politique, pas de vision et beaucoup de mépris. Pourquoi ne pas agir en amont, en soutenant des projets dans les pays de départ? Chaque fois que le nombre de personnes demandeuses baisse quelque peu, on ferme des places. Quand la crise ukrainienne démarre, on trouve des places: il y a donc des moyens mais on ne les utilise pas* », déplore Martinien Yapobi, fondateur de TEP (Tout est possible), à Marcinelle.

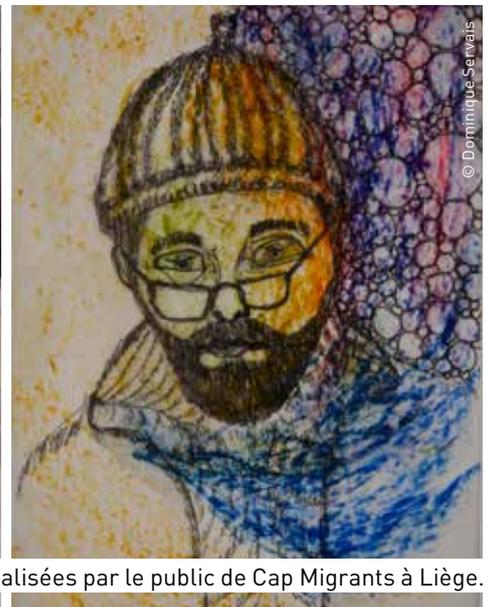
La Plateforme citoyenne BelRefugees ne veut d'ailleurs plus parler de « crise de l'accueil » mais de « déni de

l'accueil » : « *Cette crise humanitaire est indigne d'un pays comme la Belgique. La situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui n'est pas due à un nombre trop élevé de demandeurs et demandeuses d'asile, mais à un manque de volonté politique de trouver des solutions. Ou à la volonté politique de ne pas en trouver.* »

Depuis 2017, cette plateforme a permis à des milliers de citoyens et de citoyennes de venir en aide à des milliers de personnes en situation de

migration. De quoi faire tomber quelques préjugés et vivre de fabuleuses histoires humaines. Étienne Mayence, prêtre à Jemappes, a accueilli quatre Érythréens depuis cinq ans dans sa cure vide : « *À la limite, vu mes horaires, ils sont plus ici chez eux que moi! Et grâce à eux, tout est absolument impeccable! Franchement, je ne comprends pas que d'autres dans la même situation que moi ne fassent pas la même chose. Je n'ai jamais eu l'impression de réaliser quelque chose d'exceptionnel.* »

Comme lui, Martinien Yapobi a agi... en citoyen. Dès 2009, il a fondé TEP en s'appuyant sur sa propre expérience. « *Venu de Côte d'Ivoire, j'ai vécu six ans dans cette situation de semi-clandestinité que connaissent les gens que nous accompagnons.* »



Des oeuvres réalisées par le public de Cap Migrants à Liège.

1. Saxifrage : plante herbacée qui pousse dans les fissures des murs et des rochers. Son nom scientifique : saxifraga, c'est-à-dire « casse-pierre ».

Quand on n'a pas été soi-même sans papiers, on ne peut pas comprendre. Je ne peux être indifférent. J'ai créé cette association avec mon frère et mon

épouse pour proposer l'aide que j'aurais voulu recevoir en arrivant ici : un accueil adapté, des informations qui concernent ma situation et pas qui essaient de me

faire rentrer dans des cases. Chez nous, ces gens sont vus et considérés comme des êtres humains, simplement. » Comme quoi... tout est possible.

L'étude **Migration et accueil : enjeux de justice sociale. Là où poussent les saxifrages** d'Action Vivre Ensemble (janvier 2023) est à commander à commande@entraide.be ou à lire ici : vivre-ensemble.be/etude-2023

L'art pour se raconter

À Liège, Cap Migrants accompagne des personnes en attente de regroupement familial, un droit essentiel garanti mais qui est souvent caricaturé.

Les œuvres d'art qui illustrent ces pages ont été réalisées par des personnes accompagnées par Cap Migrants, association liégeoise soutenue par Action Vivre Ensemble. « *Nous pensons que l'art est un moyen d'expression important pour donner une voix aux gens qu'on accompagne* », explique Bénédicte Maccatory, coordinatrice de Cap Migrants.

Le projet a pris naissance dans les classes de FLE (français langue étrangère) de Cap Migrants et un autre est déjà en gestation avec la maison de création Le Corridor : « *L'asbl Article 27 et un artiste, Thomas Corbisier, sont venus nous trouver dans le cadre d'un appel à projets de la Communauté française, qui met des artistes en lien avec des*

structures d'accueil afin de travailler avec des publics éloignés du monde de la culture », raconte Sandrine Monjoie, enseignante en FLE. « *Nous avons choisi d'explorer le thème du portrait. Durant trois mois, cet artiste est venu travailler 60 heures avec nos personnes apprenantes, amenant à chaque séance une nouvelle technique artistique. L'apothéose a été l'exposition de leurs œuvres et elles ont dû elles-mêmes expliquer ce qu'elles avaient réalisé. C'était donc un exercice de français mais surtout une manière pour elles de raconter une partie de leur histoire, de se présenter. Elles ont inventé un personnage plus ou moins autobiographique, leur permettant de raconter leur histoire ou... les vies auxquelles elles ont rêvé.* »

L'association était au départ, dans les années 60, l'Aumônerie des étrangers de Liège, créée par des prêtres de retour de missions, puis professionnalisée pour répondre aux demandes de personnes étrangères arrivant en Belgique. « *Notre ADN, c'est d'être un service social d'accompagnement de personnes migrantes, étrangères ou belges d'origine étrangère mais avec un focus particulier - le tissu liégeois étant dense, chaque association a une spécificité - sur le droit à vivre en famille, formule que nous préférons à celle, connotée, de 'regroupement familial'. C'est un droit fondamental mais qui est souvent entravé par plein de règles qui se durcissent et se complexifient. Il y a beaucoup de fantasmes autour de cela : le regroupement familial est très encadré et son droit très limité. Notre but est d'autonomiser les gens* », dit Bénédicte Maccatory. Près de 3000 personnes ont été accompagnées depuis 2015.





Les 400 familles de Santa Helena continueront à exploiter leur terre de manière agroécologique.



Nos victoires contre l'injustice

Le campement Orback ne sera pas expulsé

Durant la campagne de Carême dédiée au Brésil, nous avons évoqué les *acampamentos*, ces campements occupant des terres devant être affectées à la petite agriculture familiale.

À Santa Helena, soutenues par Entraide et Fraternité, 400 familles ont fait du camp Leonir Orback installé sur les terres d'une ancienne usine une référence en matière d'agroécologie. La société propriétaire voulait expulser la communauté : elle vient d'obtenir gain de cause après sept ans de mobilisation. La justice de l'État de Goiás a annulé l'ordre d'expulsion qui lui avait été adressée.



Agenda

12 > 14.05.23

Weekend de la transition, à Wanne

Du 12 au 14 mai se tiendra à Wanne, près de Vielsalm, notre 2^e weekend de la transition. Au programme : des ateliers, des animations, des promenades et surtout deux conférences, l'une de Johanne Kyndt sur la « conso en conscience », l'autre conjointe d'Olivier De Schutter (ex-rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation) et Céline Nieuwenhuys (secrétaire générale de la Fédération des services sociaux) sur le thème « Pour une transition juste ». Renseignements à l'adresse suivante : M_hstevens@hotmail.com



ENTRAIDE &
FRATERNITE
ACTION
VIVRE ENSEMBLE

Juste Terre! mensuel
de l'ASBL Entraide et Fraternité et
de l'ASBL Action Vivre Ensemble
(ne paraît pas en juillet et en août)

Siège

rue du Gouvernement Provisoire, 32
1000 Bruxelles | T 02 227 66 80
info@entraide.be
info@vivre-ensemble.be
www.entraide.be
www.vivre-ensemble.be

Suivez-nous



Dans un souci d'équité, le magazine s'efforce de privilégier l'écriture inclusive.

Conception - coordination

C. Houssiau, J.-F. Lauwens,
V. Martin, Q. Minsier

Éditrice responsable

A. Fischer

Studio et imprimerie

Snel à Vottem, Belgique



Crédits photos

Entraide et Fraternité
Action Vivre Ensemble
(sauf mention contraire)

Ce papier est issu de forêts gérées durablement.



Avec le soutien de



Belgique

partenaire du développement



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Les deux ASBL sont habilitées à recevoir des legs par testament.